

• (5.40 p.m.)

Compte tenu de ses promesses et de sa propagande, en négligeant de s'attaquer aux problèmes, le gouvernement trahit cruellement la confiance du peuple. Nous avons un gouvernement qui refuse de s'occuper des questions élémentaires d'ordre administratif et, par conséquent, notre économie s'enraye comme une machine qu'on a oublié de graisser, et le chômage augmente constamment de mois en mois.

La façon dont le gouvernement a mal mené l'affaire du blé est presque incroyable. Les membres du gouvernement n'ont absolument rien fait tout l'été pendant qu'une grève s'éternisait. Ils n'ont rien fait pour répartir les wagons, de sorte que les cultivateurs de l'Ouest ont perdu des millions de dollars à cause de l'embouteillage à Vancouver. Lorsque le député de Mackenzie (M. Korchinski) a exposé la question aux Canadiens, le gouvernement s'est réveillé et les wagons se sont mis à circuler. Mais pourquoi ne l'a-t-il pas fait avant?

Notre ministère du Commerce a permis un arrêt complet de l'acheminement du blé. Les indemnités de surestaries pour les navires immobilisés dans le port de Vancouver coûtent à elles seules au peuple canadien près d'un million de dollars tous les 18 jours.

A moins que le gouvernement ne change complètement d'attitude envers l'agriculture, nous ne résoudrons jamais nos problèmes agricoles. L'agriculture canadienne est l'un des principaux consommateurs de produits de fabrication. Si l'on permet à l'agriculture de périlcliter, de continuer dans la voie où elle est actuellement engagée, si de nouveaux impôts sapent son énergie, le nombre des emplois n'augmentera pas au pays. Le chômage est relié beaucoup plus étroitement à la situation agricole que la plupart des gens, y compris nombre de personnes éclairées, pourraient le supposer.

Dans l'Ouest, nous n'avons aucun marché pour notre blé. On prévoit, pour le printemps, une baisse du prix du bœuf, une augmentation des impôts; une hausse du prix des machines, et des marges de profit plus étroites. Pour tenir le coup, les cultivateurs et les éleveurs travaillent maintenant de 16 à 18 heures par jour, d'où une perte d'emplois pour les autres. Des milliers de gens pourraient être employés dans les fermes si les marges de profit étaient suffisantes pour permettre aux cultivateurs de se maintenir à flot et de se contenter d'une journée normale de travail.

A la suite de l'inaction de l'été dernier, le grain humide est devenu un problème primordial. Il faudra en distribuer une grande partie au bétail, cet hiver, et je pense que

nous pouvons prévoir au printemps une chute du prix du bœuf, et peut-être même du prix de tous les produits à base de viande. Voilà encore une chose pour laquelle le fermier de l'Ouest et l'économie en général pourront remercier le gouvernement.

Où est notre politique nationale? Si l'on avait encouragé l'industrie du pétrole on aurait créé des emplois et assuré l'expansion. Au lieu d'une politique nous avons le vide de l'indécision. Au lieu de livrer le pétrole de l'Ouest aux régions de l'Est on importe du pétrole du Vénézuéla. Pourquoi nous étonner, dans ces conditions, des disparités régionales et du chômage croissant quand la léthargie du gouvernement laisse subsister des barrières artificielles entre nos diverses régions.

Au lieu de s'attaquer au véritable problème, nous passons notre temps à gloser sur les écarts de la société et sur le nouveau code de conduite individuelle que nous a donné ce nouveau Solon, le premier ministre (M. Trudeau), qui poursuit son petit bonhomme de chemin sans se soucier des problèmes qui touchent les Canadiens.

Le chef de notre parti a montré, dans sa déclaration, que le chômage est un mal sérieux et grandissant et qu'au rythme actuel, il échappera bientôt à tout contrôle. Pourtant le gouvernement n'a suggéré aucun remède, il n'a prodigué aucun encouragement; il semble être inconscient. Combien de temps un gouvernement peut-il continuer à vivre dans un cocon d'indifférence à l'égard des problèmes nationaux?

Un de nos problèmes les plus aigus aujourd'hui, au Canada, est celui de l'habitation. Il a été traité avec mépris et insouciance, il a été à l'origine d'une tournée de propagande, destinée à s'attirer les faveurs du public, du ministre responsable—du moins, nous espérons qu'il est responsable—et maintenant l'on s'en occupe par le truchement d'un rapport rapidement jeté sur le papier, qui constitue un aveu d'échec du gouvernement fédéral. Était-il vraiment nécessaire de dépenser un million de dollars pour rédiger un rapport qui sort non pas triomphalement, mais piteusement, et qui ne fait rien pour remédier au problème fondamental, à savoir le coût élevé des logements et la pénurie de crédits hypothécaires à bas taux d'intérêt. Ce rapport n'est qu'une façade. C'est un aveu de la part du gouvernement que le problème dépasse sa compétence.

Ce qu'il faut, c'est un immense effort pour aménager de vastes projets d'habitations à un prix raisonnable, accessibles aux Canadiens, ce qui serait possible si la Société centrale d'hypothèque et de logement du gouvernement se lançait dans la construction. Grâce aux toutes nouvelles techniques de construction, à l'amélioration des matériaux, à la